

ARTICLE 1

La société TREZ, sise zone industrielle de LA POUILLE, 73220 Aiguebelle, ci-après dénommé l'exploitant, est autorisée à exploiter, dans l'enceinte de son établissement, l'ensemble des installations décrites dans son dossier de demande d'autorisation et notamment les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Implantation	Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
Modification	Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Savoie avec tous les éléments d'appréciation.
Déclaration accidents	L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.
Arrêt définitif	L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de la Savoie, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.
Frais de remise en état du site	L'exploitant prend, avant le démarrage de son installation, toutes les dispositions nécessaires à la couverture des frais de remise en état du site et de sa surveillance, en cas de défaillance de celui-ci, d'ordre technique ou financier. Cette remise en état comprend notamment l'enlèvement des produits et des déchets encore présents sur le site, leur élimination dans des installations dûment autorisées et la dépollution éventuelle des sols. Elle doit notamment permettre un usage industriel du site.
Modification capacités financières	L'exploitant est tenu d'informer, sans délai, Monsieur le Préfet de la Savoie, de toute modification de ses capacités financières. Il apporte alors les éléments permettant d'établir le caractère suffisant de ces capacités pour permettre le respect des dispositions de l'alinéa précédent relatif à la remise en état du site.
Transmission mensuelle du bilan- matière	<p>Il transmet¹, mensuellement, à l'inspection des installations classées, un bilan matière (entrées, sorties et état des stocks), qualitatif et quantitatif, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les matières entrantes (boues d'hydroxydes métalliques, acides de galvanisation, chaux, soude...), en précisant leurs caractéristiques et leur origine,• la poudre de zinc<ul style="list-style-type: none">✓ stockées sur le site, en indiquant dans quelle mesure les critères de qualité prévus, dans le cahier des charges, sont atteints,✓ livrées, en précisant leur destination.• les ciments produits, stockés et évacués en indiquant leur destination.• les déchets évacués, en joignant les Certificats d'Acceptation Préalables (CAP) et les Bordereaux de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) correspondants.
Mise en œuvre du procédé	Il informe, sans délai, l'inspection des installations classées de toute éventuelle difficulté rencontrée dans la mise en œuvre du procédé et/ou la valorisation des produits finis.
Limitation des stocks	Les quantités de matières premières et de produits finis stockés sur le site sont strictement limitées <u>aux valeurs indiquées en annexe 1</u> du présent arrêté. En tout état de cause, la durée maximale de stockage <u>est de trois mois sur le site.</u>

¹ Il utilise, pour ce faire, le bordereau figurant à l'annexe 6 du présent arrêté.

ARTICLE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 GÉNÉRALITÉS

Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L

L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

En particulier, l'exploitant est tenu de planter une haie d'arbres, afin de réduire l'impact visuel depuis la route nationale 6.

Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

Bilan environnement

Pour toutes les substances toxiques ou cancérigènes, notamment celles citées ci-après, et produites ou utilisées, à plus de 10 tonnes par an, l'exploitant adresse au préfet au plus tard, le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel des rejets, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'installation classée autorisée.

Pour les substances suivantes et leurs composés, Zn, Ni, Cd, Pb, Cr, As, Cu, l'exploitant adresse au préfet, tous les ans, à la même date du 31 mars de l'année suivante, un dossier faisant le bilan des rejets :

- flux rejetés,
- concentration dans les rejets,
- rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans l'installation.

Ce dossier fait apparaître l'évolution de ces rejets et les possibilités de les réduire.

Déclaration annuelle

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations soumises à autorisation.

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Bruits à tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies.

Véhicules de transports

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Dispositifs antivibratoires

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Manipulation de déchets

La manipulation des déchets et des produits (déversement des bennes et déchargement des big-bags) se fait exclusivement à l'intérieur des locaux.

Captage et épuration des rejets Les procédés de fabrication ne doivent en aucun cas être à l'origine de polluants atmosphériques.
L'air des cuves de réaction (électrolyse, lixiviation, cémentation) est traité afin de garantir l'absence de rejets de vésicules de soude dans l'atmosphère.

Envois Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont bétonnées, aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

en sus de la haie d'arbres prévues au point 1.3 ci-dessus, des écrans de végétation sont mis en place, le cas échéant.

Stockages Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont, par ailleurs, la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les conditions particulières de stockage sont détaillées à l'article 2.5, ci-après.

Odeurs L'exploitation de l'installation n'est à l'origine d'aucune odeur.

2.4 EAU

Consommation	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.
Prélèvements	<p>Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel, hors réseau incendie, sont précisés en annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant entretient les ouvrages de prélèvement. Il prend des dispositions visant à prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>Les ouvrages de prélèvements dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.</p>
Protection	En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Dispositif de mesures	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Collecte des effluents liquides	<p>Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des autres catégories d'eaux polluées.</p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents est établi et régulièrement mis à jour.</p>
Eaux vannes	Les eaux des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.
Eaux pluviales	<p>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants sont traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.</p> <p>C'est notamment le cas des aires revêtues sur lesquelles circulent les engins de transport et de manipulation des produits. A cet effet, une rétention est aménagée de manière à recueillir le premier flot des eaux pluviales (soit 10 mm d'eau).</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire après traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration, fixées par le présent arrêté, en annexe 4.</p>
Eaux industrielles résiduelles	<p>Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>

Eaux de refroidissement	Les eaux de refroidissement circulent obligatoirement en circuit fermé ou sont recyclées dans le procédé.
Eaux de lavage des sols et des engins	Toutes les eaux sont récupérées et recyclées dans l'installation. Les roues des camions sont nettoyées après déchargement.
Eaux d'extinction d'incendie	<p>Les eaux d'extinction collectées font l'objet d'une analyse portant sur les polluants visés en annexe 4, transmise, dès réception des résultats, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans la mesure où les valeurs limites définies en annexe 4 ne sont pas respectées, ces eaux sont assimilées à des déchets industriels spéciaux et traitées comme telles.</p>
Qualité des effluents	<p>Les effluents ne comportent pas de substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.</p> <p>Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</p> <p>Les valeurs limites des rejets aqueux (débit, concentration et flux) sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté, qui précise, en outre, les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).</p>
Conditions de rejet	<p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.</p>
Ouvrage de rejets	Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.
Surveillance des rejets	<p>Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des prélèvements d'échantillons, • des mesures directes. <p>Par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période.</p> <p>Cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement.</p> <p>A la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection, on pourra limiter les analyses aux dosages des éléments les plus caractéristiques de la pollution émise par l'établissement, notamment les métaux toxiques.</p>
Eaux pluviales	<p>Nonobstant les contrôles prévus ci-dessus, un prélèvement annuel est effectué sur les eaux pluviales.</p> <p>Les éléments à analyser sont ceux listés en annexe 4 du présent arrêté.</p>
Prévention des pollutions accidentelles	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

En particulier, l'exploitant met en œuvre, sur la dalle du sous-sol, un revêtement apte à assurer cette fonction.

En tout état de cause, l'exploitant fait contrôler, par un organisme tiers, avant la mise en service de ses installations, puis tous les cinq ans, l'étanchéité de la dalle du sous-sol. Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées.

Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches, sous abris, et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles (rétention).

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes et clairement identifiées.

Bassin de confinement

Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 500 m³.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

En fonctionnement normal, la dalle du sous-sol ne contient pas de fluides et ne sert, en aucun cas, d'entreposage de matériels ou matériaux ou toute autre substance.

**Conséquences
des pollutions
accidentelles**

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant est en mesure de fournir les renseignements permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour protéger les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages potentiellement exposés et notamment :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Surveillance dans l'environnement

**Eaux de
surface**

L'exploitant réalise, ou fait réaliser, des prélèvements en aval de son rejet pour vérifier la qualité du mélange de son effluent avec les eaux de l'Arc. Il réalise des mesures portant sur les différents polluants rejetés listés en annexe 4 par son installation, à une fréquence au moins mensuelle.

Pour les rejets de métaux (Zn, Pb, Cu, Cd, Cr, Ni) susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, l'exploitant réalise, ou fait réaliser, au moins une fois par an, des prélèvements et des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique éventuellement présente.

Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

**Eaux
souterraines**

L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines, telle que définie au point 4 de l'annexe 4.

Les résultats de cette surveillance sont envoyés à l'inspection des installations classées, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

Objectif	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets générés par son activité, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Code de l'environnement et textes pris pour son application).
Identification des déchets dangereux	<p>L'exploitant caractérise et quantifie les déchets dangereux générés par son activité. En particulier, il établit, pour chacun d'entre eux, une fiche d'identification, régulièrement mise à jour et qui comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le code et la dénomination du déchet ;• Le procédé de fabrication dont est issu le déchet ;• Le conditionnement ;• Le traitement d'élimination prévu ;• Les caractéristiques physiques (aspect physique et constantes physiques du déchet) ;• La composition chimique principale ;• Les risques présentés, les réactions possibles au contact d'autres matières ;• Les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable. <p>Cette fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour, les résultats des contrôles effectués, les observations faites sur le déchet, sont réunis dans un dossier et archivés sans limitation dans le temps.</p>
Enlèvements	<p>Pour chaque enlèvement, l'exploitant consignera, sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, fichier informatique...) et conservé pendant 5 ans, les renseignements minimaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Code et dénomination du déchet ;• Quantité enlevée ;• Date d'enlèvement ;• Nom de la société de transport ou collecte et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;• Destination du déchet (éliminateur) ;• Nature de l'opération d'élimination.
Procédure de gestion	L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par son activité. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Suivi des déchets dangereux	Les déchets visés au présent paragraphe sont ceux entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits de déchets générateurs de nuisances.
Bordereau de suivi des déchets (BSDI)	<p>Un BSDI (document CERFA 07/0320) est établi lorsque les quantités produites mensuellement ou transportées dépassent 100 kg. Ce document accompagne le chargement pendant toute la durée du transport, jusqu'à l'installation destinataire (centre de regroupement, centre de pré-traitement, de traitement...).</p> <p>Les BSDI renseignés par les centres éliminateurs sont conservés sans limitation de durée.</p>
Registre et déclaration mensuelle	<p>Un registre retraçant les opérations ayant fait l'objet d'un bordereau de suivi des déchets est établi et tenu à jour, au fur et à mesure de leur réalisation.</p> <p>Un récapitulatif mensuel est transmis à l'inspection des installations classées, pendant la première année d'exploitation, puis, de manière trimestrielle.</p>

Valorisation	Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets à traiter ou éliminer, notamment en développant le recyclage, la valorisation ou la réutilisation.
Emballages et déchets industriels banals	<p>Le tri des déchets industriels banals par catégorie est effectué, en interne ou en externe, pour permettre leur valorisation.</p> <p>Les emballages industriels sont traités, valorisés et éliminés conformément au décret 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.</p> <p>Les emballages vides ayant contenu des produits dangereux ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, ils sont éliminés comme des déchets dangereux.</p> <p>Le « nettoyage » des emballages n'est possible que si les résidus qui en découlent sont traités conformément au présent paragraphe, et/ou suivant les prescriptions du point 4 au présent arrêté (pollution de l'eau).</p>
Bilan annuel de la valorisation	Par type de déchet (bois, papier, carton, huiles, ciments, insolubles...), un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation est effectué et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
PCB - PCT	L'utilisation ou le transit, sur le site, de produits contenant des PCB ou des PCT sont interdits.
Stockages	<p>Les dépôts sont tenus en état constant de propreté et ne sont pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols...).</p> <p>Les mélanges de déchets ne sont pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.</p>
Aire de stockage des déchets dangereux	Les stockages de déchets dangereux sont réalisés à l'intérieur des bâtiments, sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés ; ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels.
Stockage en emballages	<p>Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant contenu d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il ne puisse pas y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage, • Les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus ; • Les emballages ne soient pas gerbés sur plus de deux hauteurs. <p>Les déchets conditionnés en emballages sont stockés sur des aires couvertes ; à défaut, les eaux pluviales sont collectées, récupérées et traitées suivant les prescriptions du point 4 au présent arrêté (pollution de l'eau).</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications claires permettant de connaître la nature du contenu.</p>

Durée et volumes maximaux de stockage	<p>La durée maximale de stockage des déchets ne peut excéder 3 mois.</p> <p>En particulier, la quantité maximale des déchets suivants stockés sur le site ne dépasse pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 150 tonnes pour les insolubles issus de l'étape de lixiviation, • et 2 tonnes pour les ciments.
Traitement et élimination	<p>L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés est assurée dans des installations autorisées à cet effet au titre de l'article L. 511 et suivant du Code de l'environnement. Sans préjudice des dispositions de l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant établit <u>un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues</u>.</p> <p>Toute incinération à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les papiers, cartons, palettes... lorsque ces matériaux (non souillés par des substances nocives ou toxiques) sont utilisés comme combustibles lors des exercices incendie.</p>
Filières d'élimination	<p>Les filières d'élimination des différents déchets générés sont précisées en annexe 5.</p> <p>Ces filières peuvent être modifiées, selon les évolutions techniques et économiques du moment, si le niveau de gestion est amélioré (passant d'un traitement par incinération à une valorisation par exemple). L'exploitant en informera sans délai l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant devra être en mesure de justifier, pour le dépôt en centre d'enfouissement technique (CSDU), le caractère ultime des déchets, au sens du code de l'environnement.</p>

Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage est assuré en permanence, le cas échéant, en cas de fermeture du site, par un dispositif de télé-surveillance et d'anti-intrusion, géré par une société spécialisée.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.

Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de fermeture.

Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et, si nécessaire, rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme est affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Zone de risque d'atmosphère explosive - Définition et délimitation

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Elles comprennent les zones de type I et II telles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972).

Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Surveillance et détection dans les zones de sécurité	<p>Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer sur un seul point de détection.</p> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminera les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.</p> <p>Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p> <p>En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.</p>
Détection incendie	<p>Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie.</p> <p>Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.</p>
Détection gaz	<p>En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents. L'étalement est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.</p>
Détection d'une fuite toxique	<p>Le fonctionnement de l'installation n'est pas à l'origine d'émission de gaz toxiques.</p>
Conception des bâtiments et des installations	<p>Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les bâtiments présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les murs et le plafond de l'atelier de fabrication et le local de stockage de la poudre de zinc sont « coupe-feu » de degré deux heures. Ils sont également équipés d'évents d'explosion ; • Les murs et le plafond de l'atelier de stockage des ciments sont « coupe-feu » de degré deux heures.
Dégagements	<p>Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.</p>

Ventilation	<p>En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.</p> <p>Un système de ventilation, assurant un débit d'extraction dans les ateliers</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 4 500 m³/h pour l'atelier d'électrolyse et - de 2 500 m³/h pour l'atelier de lixiviation et de cémentation, <p>garantit l'absence de dispersion de vésicules de soude dans les ateliers et permet un lavage de l'air extrait par un dispositif adapté.</p> <p>Les zones de déchargement sont également ventilées pour éviter l'accumulation des fumées d'échappement des véhicules.</p>
Désenfumage	<p>Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours.</p> <p>L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées et situées à proximité de l'entrée du bâtiment principal.</p>
Poussières inflammables	<p>L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet.</p> <p>Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage est effectué régulièrement.</p> <p>Des mesures particulières d'inertage sont prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.</p> <p>Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosibles est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.</p>
Comportement au feu des structures métalliques	<p>Les éléments porteurs des structures métalliques sont protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention.</p>
Conception des installations	<p>Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.</p> <p>Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, portent la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.</p> <p>Une consigne et des panneaux rappellent l'interdiction d'accès à l'atelier de lixiviation en fonctionnement normal des installations.</p> <p>Plusieurs douches de sécurité, judicieusement réparties sur le site, sont à la disposition des opérateurs.</p>

Le tableau suivant précise les dispositions particulières à chacun des ateliers.

- **Lixiviation** - Les cuves utilisées sont en acier inox 316L,
- Le filtre presse est équipé d'une enceinte de protection, afin de protéger le personnel de toute éventuelle fuite,
- **Cémentation** - Le filtre presse est équipé d'une enceinte de protection, afin de protéger le personnel de toute éventuelle fuite,
- **Electrolyse** - Un panneau rappelle la présence d'un champ magnétique et les risques associés,
- Les cellules d'électrolyses sont installées sous des hottes ventilées, secourues électriquement, correctement dimensionnées pour garantir, lors de l'électrolyse, la non-formation d'un mélange gazeux explosif.
- Un système d'asservissement permet l'arrêt automatique de l'électrolyse en cas de dysfonctionnement du système de ventilation (débit inférieur à 5 000 m³/h),
- **Neutralisation** - Le filtre presse est équipé d'une enceinte de protection, afin de protéger le personnel de toute éventuelle fuite,
- **Lavage de la poudre de zinc** - Deux détecteurs, secourus électriquement, permettent de garantir que la poudre de zinc est en permanence immergée.
- Ils avertissent, au travers d'une alarme sonore et lumineuse, l'opérateur en cas de niveau bas, puis niveau très bas, dans les cuves et déclenchent automatiquement la réalimentation des cuves.
- L'ensemble du dispositif fait l'objet d'un essai mensuel (vérification de la chaîne « détecteur-alarme », objet d'une consigne écrite),
- **Séchage de la poudre de zinc** - Le séchage se fait à basse température et dans une enceinte sous vide, protégée contre les risques de surpression,
- Deux sondes de température, redondantes et secourues électriquement, permettent de déclencher une alarme sonore et lumineuse en cas d'élévation trop importante de la température. Ces sondes font l'objet d'une vérification hebdomadaire, objet d'une procédure,
- Deux capteurs de pression permettent de déclencher une alarme sonore et lumineuse en cas d'élévation trop importante de la pression dans l'enceinte. Ces capteurs font l'objet d'une vérification hebdomadaire, objet d'une procédure,
- Le matériel utilisé dans le local de séchage est ADF,
- **Filtration de la poudre de zinc** - L'étape de filtration se fait sous azote. Une rupture du système d'alimentation en azote déclenche une alarme sonore et lumineuse,
- **Réservoirs fixes** - Ils sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

Équipements abandonnés	<p>Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.</p> <p>Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.</p>
Règles de circulation	<p>Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.</p> <p>Les livraisons de produits entrants et les expéditions de produits sortants se font sur des aires distinctes.</p>
Matériel électrique	<p>L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.</p> <p>En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.</p>
Alimentation électrique de secours	<p>Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</p> <p>Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.), l'exploitant s'assure de la disponibilité immédiate de l'alimentation électrique de secours.</p>
Mise à la terre	<p>Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.</p>
Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation	<p>Toutes les précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ; • Utilisation, lorsque cela est possible, d'additifs antistatiques ; • Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ; • Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).
Protection contre la foudre	<p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement sont protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p>
Protection vis-à-	<p>L'exploitant prend des dispositions pour garantir que tout véhicule quittant</p>

vis de la RN6

accidentellement la RN 6 ne puisse percuter le bâtiment.

Connaissance et étiquetage des produits dangereux

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les **fiches de sécurité** sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...), leur nature et leur quantité sont connues et accessibles, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

Conditions de stockage

Tous les produits et réactifs présents sur le site, ainsi que tous les déchets générés, sont stockés à l'intérieur des bâtiments et sur sol étanche associé à une rétention, selon les modalités spécifiques suivantes :

Produits présents	Stockage et conditionnement
• Concentrés d'hydroxydes métalliques	Alvéoles bétonnées spécifiques aménagées à l'intérieur des bâtiments.
• Insolubles	Stockage en benne AMPLIROLL bâchée ou en bigbag.
• Ciments	Fûts plastiques
• Poudre de zinc	Stockage en fûts métalliques dans un local spécifique
• Soude	Cuve en PEHD fermées et cadenassées
• Acides de galvanisation	Cuve en PEHD fermées et cadenassées
• Acide sulfurique	Cuve en PEHD fermées et cadenassées

Connaissance des produits, mesure des niveaux

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Modalités d'acceptation, en tant que matière première, des déchets sur le site

- **DECHETS ADMIS** Les déchets susceptibles d'être admis sur le site sont, dans les limites définies à l'annexe 6 :
 - les boues d'hydroxydes métalliques contenant du zinc, telles que celles provenant des stations de traitement des effluents liquides des ateliers de traitement de surface ;
 - les solutions de galvanisation, telles que les bains d'électrozingage usés et les acides de décapage saturés,
 - les oxydes contenant du zinc, tels que les poussières d'aciéries électriques ou les poussières de fonderie ou équivalents.
- **INFORMATIONS PREALABLES A LA CHARGE DU PRODUCTEUR** En tout état de cause, le producteur du déchet s'engage sur sa qualité.
Avant toute acceptation de déchets, l'exploitant demande au producteur une information préalable contenant les informations suivantes :
 - provenance et notamment identité et adresse du producteur,
 - opérations de traitement préalable éventuellement réalisées par le producteur,
 - composition chimique principale du déchet ainsi que toute information permettant de déterminer son aptitude à être valorisé dans l'installation,
 - risques inhérents aux déchets, substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, précautions à prendre lors de leur manipulation,
 - et, plus généralement, le bordereau de suivi (BSDI) établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance.
- **CAP** L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées, sur la base notamment d'analyses d'échantillon (s) qu'il diligente, sur sa capacité à valoriser le déchet dans les conditions fixées par le présent arrêté. Les analyses permettent notamment de confirmer l'absence d'éléments indésirables tels que :
 - le mercure (< 50 ppm),
 - les cyanures lixiviables, (< 5ppm)
 - et le chrome 6 (< 20 ppm pour les boues d'hydroxydes et < 500 ppm pour les poussières d'aciérie).Il délivre alors, selon les cas, soit un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP), soit un refus de prise en charge.

Le CAP consigne les informations fournies dans le cadre de « l'information préalable » ainsi que tous les résultats d'analyses d'échantillons représentatifs du déchet.
- **RECEPTION DU DECHET** Un déchet ne peut être admis sur l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur du CAP, dont la validité est d'un an et que l'exploitant archive dans un registre chronologique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs, dont l'un est conservé au moins trois mois, et d'une vérification :
 - de l'existence du CAP,
 - de la présence du BSDI,
 - d'une pesée du chargement,
 - de la teneur en métaux toxiques au travers d'un test de lixiviation réalisé sur l'un des échantillons prélevés.
Dans le cas de non conformité au CAP, le chargement est refusé et une information est délivrée immédiatement à l'inspection des installations classées.
- **REGISTRE D'ADMISSION ET DE REFUS** L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, un registre d'admission, où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets : le tonnage et la nature, avec les analyses chimiques réalisées, le lieu de provenance et l'identité du producteur, la date et l'heure de réception, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, le résultat des contrôles d'admissions définis plus haut.
- **BSDI** Lorsque le déchet est traité (valorisation ou mise en décharge pour la fraction ultime), l'exploitant complète le BSDI qu'il retourne au producteur selon les dispositions prévues par l'arrêté de 1985 déjà cité.

Surveillance et conduite des installations	<p>L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.</p> <p>Les opérateurs ont la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.</p>
Dispositif de conduite	<p>Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.</p> <p>Le dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.</p>
Arrêt d'urgence et de mise en sécurité	<p>Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection, • la dérive du procédé au-delà des limites définies par l'exploitant, • l'incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement. <p>Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • automatiquement <p>et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.</p>
Consignes d'exploitation	<p>Les opérations dangereuses font l'objet de consignes écrites mises à disposition des opérateurs.</p> <p>Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).</p> <p>Elles précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires, • la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement, • les instructions de maintenance et nettoyage, • les mesures à prendre en cas de dérive, <p>les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.</p>
Consignes de sécurité	<p>Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner l'alerte en cas d'incident, • mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux, • déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations. <p>Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée, définies précédemment.</p>

Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous les travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivré par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Nouvelles unités ou fabrifications

Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités ainsi que le redémarrage après un événement ayant provoqué l'arrêt de l'unité, sont assurées par un personnel renforcé, notamment au niveau de l'encadrement.

La mise en service de nouvelles unités est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

Moyens d'intervention	<p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité permanente d'une capacité d'eau d'extinction d'incendie susceptible de délivrer un débit de 210 m³/h, sous un bar, pendant deux heures.</p> <p>Le site est notamment équipé de deux poteaux d'incendie normalisés (NF5 61.213), dont un au moins, est situé à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment. La distance entre chaque poteau est inférieure à 150 mètres.</p> <p>Le local de stockage de la poudre de zinc est équipé d'extincteurs du type P9 FM poudre D.</p> <p>L'installation dispose de deux robinets d'incendie armé (RIA), situés respectivement à proximité de l'atelier et de la zone de stockage des insolubles.</p> <p>Les vannes de coupure d'énergie et d'isolation des cuves sont facilement identifiables et accessibles aux services de secours.</p>
Equipe de sécurité	<p>L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
Alerte interne	<p>Le système d'alerte interne, et ses différents scénarios, est défini dans un dossier d'alerte.</p> <p>Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte, sans délai, les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.</p> <p>Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.</p> <p>Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.</p> <p>Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.</p> <p>Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I.</p>
Accès de secours extérieurs	<p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p>

**P.O.I. et
P.S.S.**

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel, par le préfet, d'un plan de secours spécialisé (PSS), qu'il établit en lien avec la Direction départementale de la protection Civile. (DDPC).

**Protections
individuelles**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Dans les secteurs présentant des risques d'inhalation de poussières, des masques ou appareils respiratoires sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement (nord et sud).

**Formation du
personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

**Formation du
personnel,
compléments**

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

ARTICLE 3 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont, et demeurent, exclusivement réservés.

ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché de façon visible, en permanence, dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Aiguebelle et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de cette mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 6 - EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous Préfet de Saint Jean de Maurienne, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Maire d'Aiguebelle.

Chambéry, le 15 AVR. 2005

LE PREFET

~~Pour le Préfet,~~

~~Le Secrétaire Général~~



Jean-Michel PORCHER

ANNEXE 1 -

INSTALLATIONS CLASSEES

Désignation des installations	Paramètre justifiant le classement		Rub	A ou D
	Quantité annuelle	Quantité maximale susceptible d'être présente sur le site ²		
<ul style="list-style-type: none"> Installation de traitement de déchets industriels : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Boues d'hydroxydes provenant des stations de traitement des effluents liquides des ateliers de traitement de surface <input type="checkbox"/> Acides de galvanisation <input type="checkbox"/> Boues d'hydroxydes issues de l'étape de lixiviation (Insolubles) <input type="checkbox"/> Métaux (Céments) <input type="checkbox"/> Poussières de four à arc d'aciéries électriques 	30 000 t	700 t	167 A 167 C	A
<ul style="list-style-type: none"> Emploi et stockage de substances comburantes (Chaux) 	200 tonnes	35 t	1200-2C	D
<ul style="list-style-type: none"> Fabrication industrielle et stockage de solide facilement inflammable (poudre de zinc) 	3 000 t	150 t	1450-1 et 1450-2-a	A
<ul style="list-style-type: none"> Emploi et stockage de lessive de soude renfermant en poids plus de 20% d'hydroxyde de sodium 	5 000 t	100 t	1630-2	D
<ul style="list-style-type: none"> Installation de compression 	Puissance 38 kW		2920	D

² Les produits et substances ne peuvent être stockées plus de trois mois sur le site.

ANNEXE 2

BRUIT

1 - VALEURS LIMITES

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	3

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée. Ils ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

2 - CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES

2.1 - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, la première année d'exploitation, puis tous les trois ans, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

2.2 - Cette mesure est effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23.01.1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ANNEXE 3

AIR - Sans objet

ANNEXE 4

EAU

1. POINTS ET CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT

La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans la nappe alluviale est limitée à 600 m³ et ce pour un débit instantané maximal de 25 m³/h, rejeté dans l'Arc (milieu récepteur).

Le dispositif de mesure totalisateur est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La mesure du débit se fait en continu.

2. VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS

Les effluents sont, avant rejet, collectés dans une cuve tampon.

Débits de rejets d'eaux résiduaires industrielles autorisés dans l'Arc		Surveillance
Débit maximal journalier	600 m ³ /j	Continue
Moyenne mensuelle des débits journaliers	500 m ³ /j	
Débit maximal instantané	25 m ³ /h	

Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j	Périodicité des Mesures
MEST	100	60	Hebdomadaire, pendant trois mois, Puis, dans la mesure où les flux de polluants sont inférieurs à ceux prévus à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, la périodicité pourra, sur la base d'un rapport transmis à l'inspection des installations classées, être mensuelle.
DCO	150	90	
DBO ₅	100	60	
Zn	2	1.2	
Pb	0.5	0.3	
Cu	0.5	0.3	
Cr total	0.5	0.3	
Cr VI	0.1	0.06	
Ni	0.5	0.3	
Sn	2	1.2	
Fe	5	3	
Al	2	1.2	
P Total	10	6	
F	15	9	
CN	0.1	0.06	
Indice Phénol	0.3	0.18	
AOX	1	0.6	
HCT	10	6	
Chlorures ³	25 g/l	15 tonnes/j	
Température	Inférieure à 30 °C		Continue
pH ⁴	Compris entre 5-5 et 8.5		Continue

Aucun résultat de l'autosurveillance ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

³ L'exploitant présentera, sous un an après la notification du présent arrêté, une étude sur les possibilités de valorisation des chlorures.

⁴ Les sondes à pH sont vérifiées quotidiennement et reliées à une alarme qui avertit l'opérateur en cas de dépassement des consignes.

3 - CONTRÔLES DES REJETS

3.1 - Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur les rejets et paramètres listés dans le tableau précédent.

3.2 - Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées :

- pour les mesures prévues dans le tableau ci-dessus, selon une périodicité mensuelle et une forme définie en accord avec l'inspection des installations classées,
- dès réception du rapport, pour les contrôles visés au point 3.1.

3.3 - La transmission des résultats des contrôles visés aux deux alinéas précédents est accompagnée de commentaires :

- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...),
- sur les éventuels dépassements constatés et leurs causes,
- et sur les actions correctrices prises ou envisagées.

4 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

Le réseau de surveillance comprend au moins trois piézomètres, l'un implanté en amont hydraulique du site et les deux autres en aval.

Deux fois par an au moins, en périodes de hautes eaux et de basses eaux, le niveau dans les piézomètres est relevé et des prélèvements sont effectués.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyses des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe et notamment celles figurant dans le tableau ci-dessous.

L'exploitant transmet, sans délai, les résultats à l'inspection des installations classées en signalant toute anomalie (évolution d'un paramètre, teneur supérieure à la VCI_{US}⁵, telle que définie dans le guide du ministère en charge de l'environnement sur la gestion des sites potentiellement pollués et rappelée ci-dessous.

Polluants	VCI _{US} en µg/l	
Aluminium	200	Il convient de préciser que les VCI _{US} ainsi définies sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'état des connaissances.
Antimoine	10	
Argent	10	
Arsenic	50	
Baryum	100	
Cadmium	5	L'exploitant est donc invité à vérifier leur validité au regard de la version en vigueur du guide sur la gestion des sites potentiellement pollués du ministère en charge de l'environnement.
Chrome	50	
Cuivre	1000	
Manganèse	50	
Mercure	1	
Molybdène	70	Dans le cas de dépassement d'une VCI, l'exploitant se prononcera, sans délai, sur l'impact sanitaire eu égard aux utilisateurs potentiels de la ressource.
Nickel	50	
Plomb	50	
Sélénium	10	
Zinc	5000	
Cyanures libres	50	
Chlorures	200 000	
Sulfates	250 000	
Hydrocarbures totaux	10	

⁵ Valeur de Constat d'Impact pour un usage sensible

ANNEXE 5

DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ

CODE DU DÉCHET	DÉSIGNATION DU DÉCHET	NIVEAUX DE GESTION
11 02 02*	Boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (Insolubles : chaux et hydroxydes métalliques)	≤ 1, s'ils contiennent des métaux valorisables ou ou s'ils contiennent suffisamment de chaux (recyclage dans l'installation ou en externe) ≤ 3, dans les autres cas
15 01 01	Emballages en papier/carton	≤ 1
15 01 02	Emballages en matières plastiques	≤ 1
15 01 03	Emballages en bois	≤ 1
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminées par de tels résidus	≤ 1
11 01 16*	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées	≤ 3
13 02 04*	Huiles moteurs et compresseurs	≤ 2

Le niveau de gestion d'un déchet est défini selon la filière d'élimination utilisée pour ce déchet :

- Niveau 0 : Réduction à la source, technologie propre ;
- Niveau 1 : Valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi ;
- Niveau 2 : Traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération ;
- Niveau 3 : Élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés.

DEFINITIONS

Nomenclature des déchets	Les déchets sont repérés par leur code suivant la nomenclature des déchets définie dans le décret n°2002-540 du 18 avril 2002. Les codes correspondants sont mentionnés pour chaque déchet sur les registres ou documents cités au présent chapitre.
Déchets industriels banals	Les déchets banals sont composés de bois, papier, verre, textile, plastique, ferrailles, caoutchouc... ; ils ne sont pas pollués par des produits présentant un risque d'atteinte particulière pour l'environnement.
Déchets dangereux	Les déchets dangereux (DD) et les déchets industriels spéciaux (DIS) sont définis à l'article 3 du décret du 18 avril 2002 précité.
Déchets ultimes	Un déchet ultime, qui résulte ou non du traitement d'un déchet, n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

ANNEXE 6

BILAN MATIERE

BILAN MATIERE MENSUEL PREVU A L'ARTICLE 1

PRODUITS CONSIDERES	AUTORISATION PREFECTORALE		BILAN A LA FIN DU MOIS DE 200.			CUMUL ANNUEL POUR L'ANNEE 200. (en tonnes)
	Quantité annuelle autorisée	Quantité maximale susceptible d'être présente sur le site ⁶	Entrants (tonnage et origine)	Sortants ou traités (tonnage et destination)	Stocks présents sur le site (en tonnes)	
Boues d'hydroxydes métalliques contenant du zinc, telles que celles provenant des stations de traitement des effluents liquides des ateliers de traitement de surface	30 000 tonnes	700 tonnes				
Solutions de galvanisation, telles que les bains d'électrolyse utilisés et les acides de décapage saturés	5 000 tonnes	35 tonnes				
Boues d'hydroxydes issues de l'étape de lixiviation (Insolubles)	5 000 tonnes	150 tonnes				
Oxydes contenant du zinc, tels que les poussières d'aciéries électriques ou les poussières de fonderies ou équivalents.	1 000 tonnes	100 tonnes				
Métaux (Céments)	50 tonnes	2 tonnes				
Chaux	200 tonnes	35 tonnes				
Poudre de zinc	3 000 tonnes	150 tonnes				
Lessive de soude renfermant en poids plus de 20% d'hydroxyde de sodium	5 000 tonnes	20 tonnes				
<u>Commentaires et actions correctives portant sur les écarts constatés en termes de qualité ou de quantité :</u>						

⁶ Les produits et substances ne peuvent être stockés plus de trois mois sur le site.